

Écoutez les podcasts du Soir

Retrouvez le podcast quotidien du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.



POLITIQUE

Alors que le parti de Raoul Hedebouw continue à monter dans les sondages, nous avons enquêté pour savoir ce qu'ils veulent réellement faire de nos institutions, de la police, la justice, les traités internationaux et les contre-pouvoirs (syndicats, mutualités).

STÉPHANE VANDELVELDE

Vendredi 10 novembre, 15 h 30. Le bus du PTB occupe une partie de la place Saint-Aubin à Namur. Cette action lancée avec force par le parti devait servir à prendre le pouls de la société via sa grande enquête. Elle sert surtout à aller à la rencontre... des militants locaux. L'heure n'a pourtant pas été choisie au hasard. C'est la sortie des écoles et, le vendredi, les étudiants rentrent chez eux. Certains se laissent alpaguer pour remplir la grande enquête. « C'est plus facile d'entrer en contact avec les gens qu'il y a quelques années. Ils n'ont plus peur de nous et ne nous rattachent plus systématiquement aux horreurs du communisme », explique Thomas, un jeune militant de 26 ans. « Les gens nous apprécient parce qu'ils se sentent considérés par nous. On s'intéresse à eux », ajoute Robin Bruyère, chef de file PTB de la section locale. Selon les militants, les craintes se sont donc estompées malgré les accusations encore fréquentes d'autres partis sur le caractère anti-démocratique du PTB. « Que du contraire ! La démocratie est au cœur de notre projet. On veut que le citoyen puisse avoir voix au chapitre plus souvent qu'une fois tous les cinq ans lors des élections. On est partisans de la participation citoyenne, du référendum », ajoute Thomas.

Alors, le PTB, dangereux ou pas pour notre démocratie ? Pour essayer d'objectiver, nous avons retenu les principaux piliers démocratiques, analysé ce que le PTB, dans son programme, ses congrès, voulait en faire, et avons rencontré les principaux dirigeants du parti ainsi que leurs opposants les plus farouches.



Ce que le PTB veut faire

Le « making of »

D'après la définition du dictionnaire, la démocratie « désigne tout système politique dans lequel le peuple est souverain. Par extension, la démocratie peut aussi qualifier une forme de société, la manière de se gouverner qu'adopte une organisation ou encore un système de valeurs ». La notion de démocratie dépend évidemment du lieu où on se trouve. Pour juger le rapport du PTB à notre société démocratique, nous avons retenu notre modèle de démocratie parlementaire, et avons décidé de sélectionner les piliers démocratiques qui font de notre société ce qu'elle est (institutions parlementaires, monarchie, droit de vote, police, justice, notre appartenance à une série d'institutions internationales, libertés individuelles, des contre-pouvoirs comme les syndicats ou les mutualités). Nous en avons exclu le programme économique, jugeant que les choix économiques ne dictent pas la nature démocratique d'un régime. S.V.D.V.

propositions La rue et les citoyens

S. V.D.V.

1 Le Parlement, « hostile aux couches populaires »

Premier point : est-ce que le PTB s'inscrit dans la démocratie parlementaire ? Le politologue de l'ULB, Pascal Delwit, répond par l'affirmative. « Ils ne disent plus rien sur les autres régimes, ce qui signifie qu'ils n'affirment jamais que tel régime est meilleur que la démocratie parlementaire même s'ils ont des formes de soutien assumées à des régimes qui ne sont pas des démocraties parlementaires. Leur entrée dans les conseils communaux ou les parlements ne les a pas amenés à dévaloriser le régime parlementaire. »

Pour le parti, il convient avant toute chose de remettre les institutions dans un contexte global avec, selon la vision marxiste, l'infrastructure (le capitalisme) et la superstructure (les institutions qui en émanent et qui, donc, selon le PTB, sont des institutions de classe). « Suivant cette idée, le Parlement a peu de pouvoir et est une chambre d'entérinement de l'exécutif, lui-même sous domination directe ou indirecte de lobbies financiers. Le vrai pouvoir n'est pas au Parlement puisque, dès qu'il est composé d'une majorité de rupture, il y a d'autres mécanismes, qui torpillent les mécanismes de révolution sociale. Ce fut le cas, en Grèce, de Syriza brisé par le FMI », explique le président du PTB, Raoul Hedebouw. Dans la revue française *LVSL*, le Liégeois avait même ajouté : « L'appareil d'Etat n'est pas conçu pour permettre le changement de société à l'intérieur du cadre qu'il impose. »

À quoi sert donc le Parlement pour le PTB ? Avant tout, à faire passer ses idées. « Cela ne signifie pas que nous n'investissons pas beaucoup dans l'activité parlementaire qui permet d'avoir des débats très importants », nuance cependant Raoul Hedebouw. « Pour nous, le Parlement est l'expression d'un rapport de forces électoral et l'occasion d'apprendre des choses (en obtenant

des informations qu'on ne possédait pas), et donc d'être les yeux et les oreilles des gens. Et surtout leurs voix », synthétise Germain Mugemangango, porte-parole du parti et chef de file au parlement wallon. « Le Parlement nous donne une visibilité et une tribune. C'est un moyen comme un autre pour faire changer les choses, mais ce n'est pas le seul ni le principal », ajoute Alice Bernard, cheffe de file PTB à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Pourtant, les opposants au PTB ne sont pas convaincus de leur volontarisme parlementaire : « Ils s'auto-persuadent d'être les seuls vrais représentants des citoyens », argumente le député wallon, Nicolas Tzanetatos (MR). « Alors qu'ils ne représentent que 13,7 % en Wallonie, 13,5 % à Bruxelles et 5,3 % en Flandre. Notre démocratie repose sur une représentativité à la proportionnelle, ce que nie clairement le PTB en refusant systématiquement tout compromis au terme de semaines de négociations et ce quelle que soit la thématique. Pour eux, le projet n'est pas d'aboutir aux côtés de partis démocratiques, ni même d'œuvrer pour renforcer nos institutions, mais de rester en dehors de notre système démocratique pour mieux le critiquer sans jamais apporter l'once d'une solution si ce n'est gouverner seul. »

Malgré une certaine réserve vis-à-vis de l'institution parlementaire, le PTB ne souhaite pas la suppression du Parlement, mais aimerait « le rendre plus accessible aux couches populaires », en permettant aux députés de travailler à mi-temps au Parlement et à mi-temps dans une entreprise ou en favorisant l'émergence des lois d'initiative citoyenne. « Ce sont des institutions fondamentalement hostiles aux couches populaires. Ne fût-ce que par le langage utilisé », continue Hedebouw. Ce qu'omet de dire le PTB, c'est que n'importe qui peut être candidat sur une liste (patron ou ouvrier) et que, comme le vote est obligatoire, toutes les classes sociales sont appelées à voter. « Je ne dirais pas qu'il y a une forme de rejet du travail parlementaire, mais il y a une forme de distance », résume Pascal

KROLL

